



**PARTI FUSION
DES SOCIAUX-DÉMOCRATES
HAÏTIENS
PFSDH**

SOMMAIRE

- 1** EDITORIAL : EDMONDE SUPPLICE BEAUZILE

- 3** RENCONTRE AVEC LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS.

- 6** QUAND LES JEUNES DE LA FUSION PLACENT LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CENTRE DES DÉBATS : RICHARDSON JEUNE, MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE CLEF

- 8** BRICS ET EXPANSION À CERTAINS PAYS D'AFRIQUE : RÉFLEXIONS ET PERSPECTIVES : Dr. ELSIE LAURENCE-CHOUNOUNE

- 11** QUAND LA FUSION DES SOCIAUX-DÉMOCRATES PARLE DE SÉCURITÉ NATIONALE : DANIEL SUPPLICE

- 13** BREVES ETAPES DE LA MUSIQUE HAÏTIENNE CONTEMPORAINE : DR. DEBUSSY DAMIER

- 14** NOTE DE PRESSE DE LA FUSION EN DATE DU 3 AOÛT 2023

- 15** LU POUR VOUS

Editorial

Il est temps qu'Haïti se réveille et se transforme !

Je me rappelle cette effervescence au matin du 7 Février 1987 et tout au cours de ce mois. Des foules en liesse, de tous les coins et recoins du pays, villes, communes, sections communales, remplissaient les rues et s'exprimaient librement, ouvertement et sans contrainte. Moments d'agora chargés d'émotions, nettement marqués d'entregent, de civilités et traversés par une communion d'idées généreuses. Une nouvelle ère semblait pointer à l'horizon.

Hallucinations pourtant.

La désillusion, progressivement, a habité les corps et les esprits. Les années qui ont suivi ont plutôt apporté leur cortège de malheurs lugubres. J'ai constaté la dégradation de l'environnement et la continuité de l'Etat prédateur.

Historiquement, Haïti est toujours en proie aux luttes fratricides et meurtrières. Elle est réputée pour son instabilité chronique. Aujourd'hui, près de quarante ans après la chute de la dictature, je me pose la question : « **Quels sont les motifs de cette instabilité ?** » **Je veux bien creuser les dessous.**

1990, c'est l'année des élections.

Démocratiquement, le peuple a fait choix de son président, de ses parlementaires, de ses conseils municipaux. Et il y croyait. L'illusion a repris ses droits.

Neuf mois plus tard. Coup de théâtre. Coup d'état militaire. Les pays dits amis ont imposé un embargo qui, selon eux, étaient la décision utile au rétablissement de l'ordre démocratique.

Comme c'est bizarre !

Il y a lieu de s'interroger sur cette énième instabilité pour comprendre les dessous.

Je me rappelle Février 2004. Un collectif politique haïtien dénommé « Groupe 184 », créé en 2003 et regroupant des associations et composé d'hommes d'affaires et de responsables de divers secteurs économiques de la société, prônait un nouveau contrat social. Sa méthode de travail consistait en l'animation de débat dans les différentes villes du pays et de la diaspora au moyen d'une caravane de l'espoir. Le Groupe 184 orchestra une mobilisation de masse qui sonna le glas du régime d'alors.

Instabilité programmée ? Quels en sont les dessous ?

Les récentes commotions politiques remontent à l'assassinat du Président dans la nuit du 7 Juillet 2022. Ceux qui étaient mandatés pour le protéger en sa résidence n'ont pas rempli leur mission.

Instabilité récurrente. A qui profite le crime ?

Depuis deux ans, les luttes sempiternelles balkanisent, détruisent, alimentent la haine et sont habilement exploitées comme toile de fond.

Je veux bien creuser les dessous de cette instabilité car au bout de ces épreuves de force, Il en résulte le dénuement d'Haïti, l'organisation des gangs et leur renforcement, la corruption, le démantèlement des institutions.

Mais qui tire les ficelles ? Qui sont derrière les rideaux ? Et qui en sont les bénéficiaires ?

Haïti, confrontée à des problèmes majeurs, est en crise perpétuelle. Le fondamental aujourd'hui

est la pauvreté dont le corollaire est l'insécurité. Dès lors, à quoi doit-on s'attendre ? Il est évident que la Police Nationale d'Haïti, vu l'état de la situation présente, ne peut à elle seule combattre ce phénomène.

Certains pensent, à tort, que la population, armée de machettes, peut s'opposer à la férocité des gangs bien pourvus en armes sophistiquées et munitions. Exposer le peuple à la boucherie est cynique. Et à ce compte, j'en déduis que ça porte un nom : la manipulation. Il faut l'intervention d'une force multinationale capable d'aider la Police Nationale d'Haïti à mettre fin à la toute-puissance des bandits.

Et pourquoi les Haïtiens et les Haïtiennes ne réalisent pas jusqu'à présent qu'il est venu le temps de comprendre, de voir clair, que l'on doit mettre de côté les prétextes fallacieux pour poser la nature vraie du problème et envisager ensemble une sortie honorable et un plan de développement.

Les associations, les groupes rivaux, les partis politiques s'épuisent dans des querelles politiciennes. Ce faisant, ils servent les intérêts de ceux qui alimentent l'instabilité, qui la commandent, qui en tirent profit et qui en sont les seuls et véritables patrons. Et encore, je reviens à la manipulation puisque la pauvreté est un obstacle à l'état de droit, à la démocratie et au progrès. Tant qu'on en détourne l'attention de la population pour la porter délibérément sur du superficiel, la paix sociale sera un leurre.

Pour qu'on ne nous tire plus les ficelles, pour que cessent ces interminables rencontres arbitrées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pour que les endormeurs ne profitent de la moindre occasion pour nous

dresser les uns contre les autres, fils et filles de l'Alma Mater, en nous inoculant habilement et froidement le venin de la discorde, de la condescendance et du manichéisme, **AYONS UN NOUVEAU PATRON : NOUS-MÊMES, HAITIENS ET HAITIENNES.**

RÉVEILLONS- NOUS. RÉVEILLONS HAÏTI DE SA LÉTHARGIE ET TRANSFORMONS-LA !



Edmonde SUPPLICE BEAUZILE
Présidente de la FUSION

VICE-PRÉSIDENTE
DE LA COPPPAL

VICE-PRÉSIDENTE
DE L'INTERNATIONAL
SOCIALISTE

Septembre 2023

RENCONTRE AVEC LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS.

1. Un ministère comme les Travaux Publics, Transports et Communications, quelle est sa tâche spécifique ou si vous préférez, quelles sont ses attributions ?

Le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) est comme un porte-avion vu son importance à travers l'économie de ce pays. Ce ministère touche non seulement le réseau routier mais encore :

- l'Electricité d'Haïti (EDH), l'Office National de l'Aviation Civile (OFNAC),
- le Service Maritime et de la Navigation d'Haïti (SEMANAH),
- le Conseil National des Télécommunications (CONATEL),
- la Direction de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA),
- le Fonds d'Entretien Routier (FER),
- le Laboratoire National du Bâtiment et des Travaux Publics (LNBTP),
- le Bureau des Mines et de l'Energie (BME),
- l'Office National du Cadastre (ONACA),
- le Centre National d'Équipements (CNE),
- l'Autorité Aéroportuaire Nationale (AAN).

Ainsi on comprend rapidement que le MTPTC couvre un ensemble d'infrastructures qui joue un rôle capital dans le développement économique et social de ce pays. Beaucoup pensent à tort, bien sûr, que le MTPTC se limite à la réparation de quelques tronçons de routes à travers le pays et au nettoyage de quelques canaux de drainage à travers les grandes villes.

2. Presque deux années consécutives à la tête du Ministère, pouvez-vous nous parler de vos réalisations ?

Pendant ces deux ans, je puis dire que les réalisations sont significatives et très mitigées. Significatives compte tenu du volume des travaux réalisés avec le maigre moyen disponible mais mitigées par rapport à l'état de délabrement de tous les réseaux et au regard de l'attente de la population.

Le MTPTC bénéficie théoriquement 10 ou 12% du budget national, c'est une peau de chagrin. Et le pire, il n'arrive pas à débloquer 50% du montant alloué. L'année dernière, par exemple, aucun décaissement sur le volet investissement. Cette année, le Ministère de l'Economie et des Finances a finalement mis à la disposition du MTPTC un montant de quatre cents millions de gourdes. C'est une goutte d'eau dans l'océan par rapport aux travaux d'envergure que nécessite le réseau routier.

En revanche, la Banque Internationale de Développement (BID), la Banque Mondiale, l'Union Européenne apportent un soutien significatif aux actions du Ministère. Toutes les routes et les ouvrages d'art construits en Haïti sont financés par l'International. Pendant mes deux années, le trésor public n'a pas pu construire un seul km de route. Cela traduit une faiblesse énorme au niveau de l'Etat. Aucun effort d'investissement significatif au niveau du réseau routier et du parc d'équipements du ministère,

une forme de catastrophe limitée parce que les dégâts auraient pu être beaucoup plus que ce qu'on voit.

La situation n'est pas différente au niveau de l'infrastructure électrique, elle est aussi misérable. C'est du bricolage parfait pour faire marcher des centres de production avec des machines vétustes et un réseau de transport et de distribution vieux de plus de quarante ans alors qu'il s'agit d'industrie lourde où la planification devait jouer un rôle prépondérant. Quel type et quel niveau d'investissement par tranche de 5 ans pour pouvoir répondre à la demande sans cesse croissante de la population.

Comment peut-on arriver à développer un pays si l'Etat ne s'engage pas à garantir de façon permanente la fourniture d'électricité sur tout le territoire national ?

L'EDH, le principal fournisseur d'électricité en Haïti, ne peut garantir que 15% de la demande de la population. Aujourd'hui, la consommation au niveau de la zone métropolitaine avoisine 120 mégawatts alors que l'EDH ne peut fournir que 30% en saison pluvieuse. On est réellement au pied de l'échelle. Il faut donc une réflexion ou un colloque national pour la mise en place d'une politique publique capable de renforcer les différentes infrastructures et qui sont à la base du développement économique et social.

On peut faire les mêmes considérations pour l'eau, la télécommunication où les services fournis par la DINEPA Natcom et Digicel sont loin d'être satisfaisants.

Aujourd'hui pour renforcer et moderniser les infrastructures, il faut investir plusieurs dizaines de milliards de dollars. Le Trésor Public est très loin de pouvoir supporter une telle somme. Il faut entrer dans le modèle PPP (Partenariat Public Privé). Le gouvernement de transition n'a pas la capacité ni les moyens politiques pour engager le pays dans cette voie. Toutefois, il peut laisser des réflexions et des propositions faire des recommandations qui serviront au gouvernement issu des urnes.

Autre considération.

Après le tremblement de terre de 2010, certains groupes de la société civile avaient fait un grand plaidoyer pour l'annulation de la dette du pays, ce qui a été fait. Depuis, Haïti évolue sous le régime de dons. Elle ne peut bénéficier que des dons en provenance des agences internationales comme **la Banque mondiale, la BID, l'Union Européenne et le FMI**. Un pays ne saurait assurer le développement de son économie au moyen de dons. Quand on veut construire 50 km de routes, il faut accepter tous les caprices du bailleur. On met à votre disposition deux milliards de dollars sur dix ans, ce qui représente deux cent millions de dollars l'an. Les formalités, les trous de souris et les contraintes font que le délai imparti s'écoule sans arriver à dépenser 50% du montant.

Et la conclusion de ces organismes est sans appel : « *Haïti n'a pas de capacité d'absorption* ». Il faut sortir de ce corset de dons pour que le pays puisse rentrer sur le marché international et aller prêter de l'argent pour construire ses infrastructures. Voici encore une autre forme de recommandation pour le gouvernement qui sortira des urnes.

3. Alors, pendant votre présence au MTPTC, pouvez-vous nous citer deux ou trois réalisations ?

Il y en a plusieurs avec l'international. Regardons du côté du département du Nord. Le projet de reprise de la route RN6 à partir de **kafou lanmo** au cap jusqu'à Ouanaminthe, on est en train de refaire cette route qui présente beaucoup de faiblesses : l'épaisseur de béton bitumineux est de 4 à 5 cm, il faut aller à 7cm. On a déjà signé un contrat avec une compagnie, ça fait déjà trois mois, l'argent est là, cette route sera reprise de façon complète avec les ouvrages d'art : les dalots, les ponts etc. C'est un projet de 17 millions de dollars, l'ordre de démarrage est déjà donné. Je pense que d'ici 2024, ce projet sera complètement terminé s'il n'y a pas d'inconvénients.

Le deuxième, c'est au niveau de la ville du Cap, la route SOS. Ce projet offrira également aux automobilistes une nouvelle voie afin d'éviter le centre-ville du Cap Haïtien

Le troisième projet, c'est le bassin Rodo. Il s'agit d'un bras de mer qu'il faut draguer pour faciliter

l'écoulement des eaux et minimiser les risques d'inondation de la ville du Cap Haïtien.

La RN3, la route qui relie le département Nord au département Ouest en traversant le plateau central, l'appel d'offres est lancé pour la construction de 39 kms restants, St Raphael/ Barrière battant.

La RN N1, c'est le projet de Morne Pilboro vers Limbé. La compagnie Estrella avait gagné l'appel d'offre mais n'est jamais passée à l'exécution prétextant le climat d'insécurité en dépit de primes reçues pour faire face à l'insécurité. Le contrat est en résiliation et l'équipe technique négocie avec d'autres firmes des travaux visant à consolider des ouvrages déjà construits tels les dalots, les murs de soutènement, le terrassement et autres.

Pour le Nord-Ouest, c'est un projet vieux de quatre ans et qui représente 24 km de routes entre Port de Paix et Anse à Foleur. Cette route devrait être faite en régie et non à l'entreprise. Il s'agit d'une expérience que la BID voudrait faire avec Haïti principalement avec les TPTC, mais les aléas du moment ralentissent la bonne marche du projet. La construction de 5 ponts, de 49 dalots et des murs de soutènement sont en cours depuis une année.

D'autres réalisations dans le Grand Sud. Le tremblement de terre du 14 Août 2022 avait endommagé sérieusement la RN 7 et le pont emblématique du pays connu sous le nom de pont Estimé. Avec l'aide de la Banque Mondiale, nous

nous avons érigé un pont provisoire en acier sur la rivière de Jérémie en 8 mois, rétablissant ainsi la connectivité dans le département. Un appel d'offres pour la construction d'un pont définitif en béton sur la même rivière sera bientôt lancé.

Les travaux de réparation de la RN N7 (Cayes/Jérémie) ont démarré depuis un mois.

4. Les usines asphaltes, parlez-nous en ?

C'est un projet du feu **Président Jovenel Moïse**. Il avait l'acquisition de trois usines d'asphalte placées en trois endroits différents : Roseaux (Grand 'Anse), Belladère (Centre) et Terrier Rouge (Nord'Est). Faute d'électricité, ces plantes ne sont pas encore opérationnelles. La résolution du problème nécessite l'acquisition de trois groupes électrogènes de 509 kw.

5. Quelles actions compte entreprendre le Ministre en vue d'intervenir dans plusieurs endroits de la capitale où les routes sont en très mauvais état et je peux citer en exemple la zone du bicentenaire, la Route Nationale N1 et N2 au niveau de la région métropolitaine ?

La situation d'insécurité qui prévaut dans la zone métropolitaine rend les interventions très complexes. Au niveau de la direction départementale de l'Ouest (DDO/MTPTC), nous travaillons sur le projet de bétonnage du tronçon Carrefour Fleuriot/Clercine 12.

D'un autre côté, la Direction des Travaux Publics (DTP) a mis le cap sur la réhabilitation du tronçon 3 mains/Gerald Bataille en béton hydraulique et bitumineux.

Quant à la Route Nationale N1, actuellement le MTPTC est confronté à un problème assez sérieux du côté de Mariani. C'est la dégradation totale de l'environnement due aux constructions anarchiques érigées dans les mornes. Le sol devient instable, et à chaque averse des centaines de mètre cube d'alluvions coupent la circulation sur la RN N1. La solution définitive exige des décisions impopulaires.

Enfin la situation globale est grave mais pas désespérante. Le pouvoir public doit mobiliser tous les secteurs de la vie nationale pour sauver les infrastructures dans l'intérêt de la nation toute entière



**Rosemond PRADEL, Ing.
MINISTRE**

QUAND LES JEUNES DE LA FUSION PLACENT LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CENTRE DES DÉBATS.

Le 12 août 2023, date marquant la célébration de la Journée internationale de la jeunesse, était pour les jeunes de la **Fusion des Sociaux-Démocrates** l'occasion de renouveler avec la pratique d'échange et de formation continue entr'eux et le public (activité retransmise en directe et disponible sur la chaîne YouTube du parti).

À cet effet, le secrétariat national à la jeunesse et aux sports du parti, la coordination communale de Delmas et le club culturel pour l'évolution de la Fusion (CLEF) ont donné la parole à deux jeunes talentueux de l'Université. Il s'agit de LOORHRI Pedran, étudiante en Relations Internationales à l'Institut National de Gestion et d'Etudes Internationales (INAGHEI) et JALSON Verius, étudiant en Sociologie à la Faculté des sciences humaines (FASCH).

A la salle de conférence du parti remplie de participants venus d'horizons divers et dans une approche objective et ouverte, ils ont exposé leurs compréhensions du thème.

LOORHRI Pedran, dans son intervention, a d'abord donné une double définition de la jeunesse (étape de l'évolution dans la vie d'un individu/ état d'esprit indépendamment de l'âge) tout en établissant une différence entre l'espoir et l'espérance (concret versus désir). Elle a mis l'accent sur l'importance de l'espérance dans la vie de l'homme tout en évoquant l'importance de la prise en compte des objectifs du

développement durable dans la vie politique des jeunes Haïtiens. Elle a soutenu que le développement est vu comme un rapport intergénérationnel où les décisions de la génération actuelle ne cherchent pas à compromettre la survie de la génération future.

Pour sa part, JALSON Verius, plus nuancé dans ses propos basés sur une approche historique et sociologique, a fait une remise en question du concept de développement durable. Il croit que ce terme ne doit être même pas évoqué puisqu'il n'existe pas de développement sans durabilité. À son avis, le concept de développement durable est un terme formaté par les puissances occidentales dans le souci de nous efforcer à adhérer à leurs théories du développement en référence à d'autres auteurs. Il évoque aussi les conditions déshéritées dans lesquelles nos jeunes évoluent dans le pays dont les manifestations le plus concrètes sont l'insécurité, l'impossibilité de circuler et la fuite des cerveaux. Il a avancé que le changement recherché ne viendra pas d'autres pays ou Etats et doit être un construit avec tous les Haïtiens surtout avec la participation des jeunes. Le débat a été très animé avec la participation du public présent.

Le Secrétaire National à la jeunesse du parti, le camarade Huguens AIME, dans son allocution de circonstance, a salué l'engagement consenti par les jeunes qui se sont rendus disponibles

pour partager leur connaissance avec leurs pairs ainsi que l'assemblée pour avoir consacré leur temps en vue de rehausser le rayonnement de l'activité, tout en promettant la réalisation de plusieurs activités par son secrétariat qui les tiendra informés.

De son côté, la présidente du parti et Vice-présidente de la COPPPAL et de l'Internationale socialiste (IS), Edmonde S. BEAUZILE, dans son intervention en a profité pour lancer un appel à un engagement citoyen et de militance efficaces à l'heure où les valeurs s'érodent dans notre société. Elle a invité tous les jeunes présents à faire le premier pas en s'inscrivant au parti en vue d'assurer l'épanouissement des valeurs de la social-démocratie au sein du paysage politique haïtien confronté non seulement à une aversion pour la structuration des partis politiques mais également à des pratiques (corruption, mauvaise gouvernance).

Le camarade SETH REMY, Président du club littéraire pour l'évolution de FUSION (CLEF), faisant office de maître de cérémonie, en a profité pour mobiliser les jeunes à l'engagement politique pour construire l'édifice commun qui est notre Haïti tout en leur rappelant que la porte de la fusion reste ouverte à eux.

Richardson JEUNE,
Membre du Comité Exécutif de CLEF



BRICS et Expansion à Certains Pays d'Afrique : Réflexions et Perspectives

Jim O'Neill, économiste chez Goldman Sachs, inventa l'acronyme BRIC en 2001 pour souligner le potentiel combiné de quatre grandes économies émergentes : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, membres fondateurs. L'Afrique du Sud, le plus petit membre en termes de poids économique et de population, a été le premier bénéficiaire d'une expansion du bloc en 2010, lorsque le groupe a été renommé BRICS.

Cette alliance informelle a pour but principal de favoriser la collaboration et la communication entre ses pays membres. La coopération, le développement et l'influence dans les affaires mondiales sont au cœur des objectifs des BRICS, lesquels incluent la coopération économique, le financement du développement, la coordination politique, les échanges sociaux et culturels, la technologie et l'innovation, le développement durable, la paix et la sécurité, et la coopération Sud-Sud. Ensemble, ces pays représentent plus de 40 % de la population mondiale et un quart de l'économie mondiale.

Le 15^{ème} Sommet des BRICS

Les pays BRICS se réunissent chaque année pour un sommet de leurs dirigeants. Les discussions se concentrent sur les domaines de coordination politique et socio-économique, dans lesquels les pays membres auront identifié des opportunités commerciales, des complémentarités économiques et des domaines de coopération. Le groupe se réunit cette année à Johannesburg en Afrique du Sud du 22 au 24 août. Le thème de ce sommet « Les BRICS et

l'Afrique : partenariat pour une croissance mutuellement accélérée, un développement durable et un multilatéralisme inclusif » révèle la volonté des BRICS de renforcer le partenariat avec l'Afrique. Il est évident que le groupe des pays BRICS est devenu une force certaine dans l'économie mondiale. Par conséquent, grâce aux progrès significatifs réalisés par le groupe, un nombre croissant de pays africains ont exprimé leur vif intérêt à faire partie de cette alliance influente.

Engagement des BRICS avec l'Afrique

Les BRICS sont désormais les plus grands partenaires commerciaux de l'Afrique, avec des échanges commerciaux qui devraient atteindre plus de 500 milliards de dollars d'ici 2015, dont 60 % avec la Chine. Les BRICS deviennent également d'importants investisseurs en Afrique, notamment dans le secteur manufacturier et celui des services. En ce qui concerne les investissements directs étrangers (IDE), les pays BRICS ont renforcé leur présence sur le continent par rapport à leurs partenaires traditionnels, tels que les États-Unis et l'Europe. En 2010, par exemple, la part des BRICS dans le stock et les flux d'IDE entrants vers l'Afrique a atteint respectivement 14 pour cent et 25 pour cent. La portion des pays BRICS dans la valeur totale des nouveaux projets africains a atteint 25 pour cent en 2012, contre 19 pour cent en 2003. Les échanges commerciaux entre les BRICS et l'Afrique ont atteint jusqu'à 340 milliards de dollars américains en 2012, soit 10 fois plus que la

valeur des projets africains enregistrée en 2002. Actuellement, les BRICS commercent davantage avec l'Afrique qu'entre eux.

Principales motivations de l'engagement des pays BRICS en Afrique

Pour de nombreux experts, l'engagement des BRICS en Afrique est essentiellement motivé par les abondantes ressources naturelles du continent, leur secteur agricole vaste et inexploité ainsi que les opportunités d'investissement et de transfert de technologie et de connaissances ciblant la classe moyenne croissante, estimée à plus de 300 millions de personnes.

Les BRICS sont des acteurs majeurs dans l'exploitation des ressources naturelles dans de nombreux pays africains, dont l'Angola, la République démocratique du Congo, le Nigeria et le Soudan. Le Brésil et la Chine sont les pays les plus actifs dans l'exploration et l'exploitation des ressources gazières, pétrolières et minérales en Afrique. La présence de ces acteurs mondiaux majeurs dans le secteur des ressources naturelles a entraîné ces dernières années d'importants investissements dans divers projets d'infrastructure sur le continent.

Cependant, les ressources naturelles ne représentent pas le principal investissement des BRICS en Afrique. Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), 75 % de la valeur des projets d'IDE des BRICS en Afrique entre 2003 et 2012 concernent l'industrie

manufacturière et les services. Seulement 10 pour cent et 26 pour cent respectivement du nombre et de la valeur des projets concernent les secteurs des ressources naturelles et de l'agriculture.

Le secteur agricole est vital pour les économies africaines et on espère qu'il continuera à être un moteur de croissance économique pour le continent. L'engagement des pays BRICS dans le secteur agricole africain est motivé par le fait que ces pays devraient promouvoir leurs expériences en matière de développement agricole afin de libérer le potentiel du continent.

Outre l'énorme potentiel offert par le secteur primaire africain, les BRICS sont attirés par les avantages de la diversification des économies africaines ainsi que par la possibilité d'entrer dans un vaste marché inexploité d'un milliard de consommateurs africains. Au fil des années, les pays BRICS ont accumulé d'importantes réserves qui ont été investies principalement dans le monde développé. La persistance de la crise financière mondiale, qui frappe particulièrement les pays développés, incite les BRICS à déplacer une partie de leurs investissements vers d'autres destinations émergentes afin de maximiser les rendements tout en réduisant les risques. L'Afrique pourrait donc offrir aux BRICS l'opportunité de se diversifier vers de nouveaux marchés frontières.

Implications d'une expansion pour l'Afrique

Lors de leur dernier sommet à Durban, les BRICS avaient souligné la nécessité d'établir un nouveau modèle de financement qui favorise les

projets multi-pays qui, à leur tour, accéléreraient le rythme de l'intégration régionale.

Afin de renforcer leur rôle mondial dans le financement des investissements et de favoriser les partenariats Sud- Sud, les pays BRICS avaient annoncé leur intention de lancer leur propre banque de développement, la « Nouvelle Banque de Développement ». Selon les dirigeants des BRICS, cette banque jouerait un rôle important dans la relance des investissements du groupe en Afrique. Cette initiative pourrait bénéficier à l'Afrique car elle l'aiderait à répondre à ses énormes besoins en termes d'infrastructures.

Une grande partie des discussions du sommet des BRICS se focalisera sur l'élargissement du nombre de membres du groupe. Plus de 40 pays, dont l'Iran, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Argentine, l'Algérie, la Bolivie, l'Indonésie, l'Égypte, l'Éthiopie, Cuba, la République démocratique du Congo, les Comores, le Gabon et le Kazakhstan, ont exprimé leur intérêt à rejoindre le forum. Ils considèrent les BRICS comme une alternative aux organismes mondiaux considérés comme dominés par les puissances occidentales traditionnelles et espèrent que leur adhésion déblocquera des avantages, notamment le financement du développement et l'augmentation du commerce et des investissements. Le mécontentement des pays en développement à l'égard de l'ordre mondial a été exacerbé par la pandémie de COVID-19, lorsque les pays riches ont accumulé des vaccins vitaux. Cependant, des inquiétudes surgissent

car tous les membres actuels ne semblent pas soutenir cette expansion.

Les six gouvernements africains qui ont officiellement postulé ne l'ont pas tous confirmé officiellement. L'Algérie, l'Égypte et l'Éthiopie l'ont fait – mais les positions du Nigéria, du Sénégal et du Maroc ne sont pas claires.

Ce que chaque pays africain espère obtenir des BRICS est varié et quelque peu flou. L'Égypte serait probablement parmi les premiers à le rejoindre, d'autant plus qu'elle est déjà membre de la nouvelle banque de développement des BRICS.

Le Caire est particulièrement intéressé par les projets des BRICS visant à déplacer davantage d'échanges commerciaux du dollar américain vers les monnaies locales – et peut-être même à créer leur propre monnaie.

L'Algérie a annoncé en juillet qu'elle avait demandé à devenir membre des BRICS et à devenir actionnaire de la nouvelle banque de développement. Ce pays d'Afrique du Nord est riche en ressources pétrolières et gazières et cherche à diversifier son économie et à renforcer son partenariat avec la Chine et d'autres pays.

L'Éthiopie a démontré un fort désir de rejoindre les BRICS. Le 29 juin de cette année, le ministère éthiopien des Affaires étrangères a officiellement annoncé la soumission de sa candidature pour rejoindre le consortium des pays en développement au sein des BRICS. La détérioration de ses relations avec les puissances

occidentales en raison de préoccupations en matière de droits de l'homme pourrait être une raison pour chercher à devenir membre des BRICS, dans la mesure où cela rendrait le pays plus important stratégiquement et encouragerait potentiellement les puissances occidentales à minimiser les problèmes de droits de l'homme de l'Éthiopie. Ensuite, avec une économie en croissance rapide, l'Éthiopie cherche d'autres voies de croissance, notamment grâce à ses liens économiques étroits avec la Chine et l'Inde. Rejoindre les BRICS pourrait renforcer la coopération et attirer les investissements.

L'économie du Nigeria a démontré une croissance substantielle, soit 6,6 pour cent l'année dernière, et est prête à poursuivre sa progression, selon un rapport de la BBC. Cependant, le quotidien nigérian Guardian cite plusieurs experts qui affirment que le Nigeria n'est pas prêt à adhérer aux BRICS. Ils affirment que le pays manque de sophistication économique – notamment qu'il n'a pas grand-chose à exporter vers les autres pays des BRICS en dehors du pétrole.

Reste à savoir quelle est la place du Sénégal au milieu de ces puissances économiques. En effet, malgré sa qualification d'économie émergente,

le Sénégal a été classé en 2022 par l'ONU parmi les 46 pays les moins développés du monde, autrement dit les plus pauvres. Le Sénégal dit avoir déjà entamé le processus de sortie de cette catégorie et espérer l'obtenir bientôt un autre statut. Mais d'ici là, le Sénégal reste un pays modeste sur le plan économique. Elle pourrait cependant jouer un rôle stratégique, notamment pour la Chine et la Russie, qui cherchent à étendre leur influence en Afrique vis-à-vis du bloc occidental. De par sa position géographique, le Sénégal pourrait être un atout pour les BRICS.

Conclusion

L'expansion des BRICS a certains pays d'Afrique peut représenter une situation gagnant-gagnant. Pendant que les BRICS peuvent trouver leur compte tel que précisé plus haut,

l'Afrique peut en bénéficier énormément. En 2010, l'Afrique du Sud était devenue le premier pays africain à rejoindre le groupe BRICS. Depuis son inclusion, il s'est employé activement à promouvoir l'expansion de l'alliance pour inclure d'autres pays africains. L'intérêt stratégique des BRICS en Afrique

pourrait donc renforcer la position de l'Afrique du Sud en tant que puissance régionale de premier plan et porte d'entrée pour les autres pays BRICS vers le marché africain.

D'autre part, alors que les BRICS consolident leurs positions en Afrique grâce à des investissements massifs, cette expansion pourrait créer une nouvelle source de financement du développement pour le continent. Mais il va falloir considérer très sérieusement les risques liés à l'adhésion de certains pays ainsi que l'hésitation de certains membres à les inclure.

Un nouveau modèle de financement et intégration régionale peut donc être créé, surtout avec l'existence de la Zone de Libre-échange continentale Africaine (ZLECAF). Les pays BRICS peuvent améliorer la manière dont les pays africains financent leurs infrastructures. Un modèle d'investissement qui promeut le partage des investissements dans plusieurs pays favorisera donc l'intégration régionale des pays africains.

Dr. Elsie LAURENCE-CHOUNOUNE

QUAND LA FUSION DES SOCIAUX-DÉMOCRATES PARLE DE SÉCURITÉ NATIONALE.

Comme le veut la tradition en Amérique du Nord, le président américain James Monroe dans son allocution devant le Congrès prononça le 2 décembre 1823 cette expression devenue depuis célèbre : l'Amérique aux Américains.

Cette mise en garde contre toutes interventions colonialistes européennes trouva écho cent vingt-deux ans plus tard quand se développa le concept militaro-politique de sécurité nationale à savoir : les Etats ont la responsabilité et le devoir de garantir et de maintenir l'intégrité de leur territoire ainsi que celui de leurs alliés face aux menaces internes et externes diverses dans un cadre de défense idéologique et politique.

De manière non-équivoque Penelope Hartland-Thunberg appuyait cette thèse en déclarant que « la sécurité nationale est la capacité d'une nation à poursuivre avec succès ses intérêts nationaux tels qu'elle les voit à n'importe quel endroit du monde ».

Quelles sont donc les limites et ambiguïtés de l'expression sécurité nationale ?

Le professeur Friedrich Leibniz, définit l'Etat « une société dont l'objectif commun est la sécurité donc comme d'abord un instrument de promotion de la sécurité avant d'être le sujet de la sécurité. Il est l'organe qui assure la médiation entre l'intérêt national et l'intérêt individuel ».

Si Adam Smith pense que « l'Etat est chargé de protéger la société de la violence et de l'invasion des autres sociétés et, de manière plus radicale,

la liberté des individus est soumise à la sécurité de l'Etat qui, pour l'assurer, doit recruter une armée », Frank N. Trager et Frank Simonie définissent la sécurité nationale comme « cette partie de la politique gouvernementale qui a comme objectif central la création de conditions nationales et internationales favorables à la protection et à l'extension de valeurs vitales nationales contre des adversaires existants ou potentiels ».

D'un autre côté Anthony Giddens, directeur de la London School of Economics and Political Science affirme que la mondialisation est un phénomène complexe qui comporte aussi ses propres contradictions car si elle a mondialisé les activités humaines, elle a aussi instauré, et ceci est une première mondiale l'Etat comme forme universelle de gouvernement.

En ce premier quart du XXI^e siècle, il est évident que les interactions transnationales sont de plus en plus présentes dans notre quotidien : les crises sont internationalisées. Les structures nationales sont de plus en plus influencées par l'extérieur au point qu'on se demande si cet état de fait ne constitue pas une menace qui finira par conduire au déclin de la souveraineté nationale. La situation en Ukraine n'est-elle pas un exemple frappant ?

De toute façon, peu importe leur positionnement idéologique ou politique, la majorité des Etats du Monde sont d'accord qu'il faut sécuriser c'est-à-dire développer la capacité à préserver

l'autonomie de son identité et assurer son intégrité fonctionnelle dans les domaines économique, idéologique, militaires pour ne citer que ça.

Avant 1980 sécuriser faisait référence à la mise en place d'un ensemble de moyens financiers et humains afin de mettre en œuvre une gamme de pratiques permettant de fiabiliser un espace socio-politique. Sur la base de cette définition, il s'agit donc pour chaque d'Etat d'identifier les menaces auxquelles il doit face.

A quelles menaces notre Haïti d'aujourd'hui fait-elle face ?

Utilisé publiquement pour la première fois dans notre vocabulaire politique en août 1958, le concept est susceptible d'être connoté idéologiquement et en évitant de l'utiliser, cette tonalité idéologique nuit et empêche tout consensus national à ce sujet. Alors que tout citoyen devrait se soucier de la sécurité nationale en tant que préoccupation citoyenne et ceci indépendamment de son positionnement philosophique, idéologique ou politique, on a de préférence opté pour en banaliser le sens.

De nombreuses menaces pèsent sur nous :

La dégradation de notre économie et la fuite des cerveaux accentuée par le **programme Biden** nuisent à notre capacité intellectuelle de proposer et de gérer l'administration nationale privée et publique ;

- L'incapacité de notre Université de faire de la recherche entraîne une dépendance technologique totale ;
- Le rôle et l'importance du trafic de la drogue au point de vue économique et moral alimente l'existence de gangs armés, créant des zones de non-droit et pratiquant enlèvement, séquestration et libération contre paiement de rançon ;
- Notre dépendance de l'étranger pour notre alimentation peut créer à tous moments un spectre de pénurie et une augmentation marginale de prix sans oublier la création d'un marché noir ;
- Nos installations stratégiques, réserves de carburant, d'huile, nos usines de production énergétique, (Péligre et autres barrages) peuvent tomber et passer sous contrôle de gangs ;
- Notre patrimoine culturel est livré, nos trésors archéologiques sont pillés et nos sites historiques violés. De nombreux forts sont détruits et les pierres de tailles des fortifications historiques sont vendues à des constructeurs privés.

- Le bâtiment en bois construit initialement pour servir de marché abrite depuis trop longtemps nos archives historiques dans la zone non-sécurisée du Poste-Marchand, proche du Bel-Air ;
- La sécurité du Musée du Panthéon national haïtien (MUPANAH) n'est pas totalement assurée pendant qu'elle détient les trésors de la République parmi lesquels le tableau en pied du monarque Henri Christophe peint par le portraitiste anglais Richard Evans en 1816, le tableau allégorique intitulé « Le serment des ancêtres » peint en 1822 par le peintre français Guillaume Guillon-Lethière, la clé de la porte principale de la Citadelle, la couronne du Faustin 1^{er} ... ;
- Les dossiers du Services de renseignement de l'Armée (S2) emportés par les troupes américaines en 1994, les dossiers du service des Recherches criminelles détruit favorisant une criminalité-non contrôlé entraînant une augmentation de la criminalité et une perte de mémoire. On ne sait plus qui est qui et surtout qui avait fait quoi, quand et pourquoi !
- Le réchauffement de la planète et les changements climatiques subséquents vont reconditionner éventuellement la carte du pays

et de plus en plus de désastres naturels vont demander un redéploiement de la population sur

le territoire et une présence de Force nationale de Sécurité pour simplement assurer et garantir la distribution de secours par exemple ;

- Quand nous partageons plusieurs cours d'eau importants pour notre agriculture et notre économie et qui prennent naissance en territoire voisin ... ;

Autant de défis auxquels nous devons faire face !

La Fusion est consciente de la dimension de la tâche à abattre. Elle continue cependant à jouer le rôle historique d'être aussi bien le porte étendard de la sociale-démocratie que celui de l'ingénieur du changement en luttant pour l'autonomie de notre identité, le partage équitable de nos ressources, la promotion de la stabilité de l'Etat dans un but de justice, l'égalité des chances pour tous, la généralisation du bien-être collectif pour une vie authentiquement humaine.

C'est ça la philosophie de la Fusion !

Ambassadeur Daniel SUPPLICE

BREVES ETAPES DE LA MUSIQUE HAITIENNE CONTEMPORAINE.

Dans les années 30, quoique de qualité avec des musiciens de renom tel un Ocide Jeanty, François Guignard, Ludovic Lamothe, pour ne citer que ceux-là, la musique haïtienne n'était pas facile à danser, ni très populaire d'ailleurs. C'est à partir de 1949, lors de l'exposition du bicentenaire qu'elle a commencé à se faire valoir avec des orchestres de grandes envergures comme celui d'Issa El Saieh, le jazz des jeunes etc.

On dansait partout : au casino international, au coq d'or. Les Port-au-Princiens s'en donnaient à cœur joie. Dans le Nord c'était l'orchestre septentrional, Tropicana n'existait pas encore. A Port au Prince, la musique florissait dans toute sa splendeur, on y rencontrait même des musiciens étrangers célèbres dans les formations haïtiennes : Bebo Valdes, un pianiste cubain, Bud Jhonson, un saxophoniste américain bien connu, ont joué dans l'orchestre Saieh, et nos musiciens d'alors n'éprouvaient aucune difficulté à accompagner un artiste étranger de passage en Haïti pour un spectacle, il suffisait de leur présenter la partition.

Il faut reconnaître, cependant, que les rythmes du terroir même exécutés avec brio par des musiciens comme René St Aude, Antalcidas Murat, Fera Pierre, Marcel Bichotte, Valdemar Avin etc et même modernisés par Issa et interprétés avec maestria par des virtuoses comme les frères Guillaume Raoul et Roland,

Guy Durosier, Nono Lamy Alphonse Simon, Hilarion Dorval, Charles Dessalines, Victor Flambert et Issa lui-même pour ne citer qu'eux n'étaient pas faciles à danser.

C'est vers le milieu des années 50, durant le passage d'une formation dominicaine dirigée par Angel Vilorio (Tipico Cibaño) en Haïti que Nemours Jean Baptiste, constatant l'engouement du public pour le rythme joué par les Dominicains, prit soin de le modifier. Il ajouta d'autres instruments rythmiques comme la conga et baptisa sa modification "COMPAS DIRECT" le 26 juillet 1955.

Le compas a fait et fait encore les beaux jours d'Haïti à l'étranger. Les touristes en raffolent. Les jeunes musiciens ne pouvant s'aventurer dans nos rythmes traditionnels s'en donnent à cœur joie. On a vu naître les Shleu Shleu, les fantaisistes de carrefour, les loups noirs, les frères Dejean, les difficiles de Pétion Ville, Scorpio, Tabou Combo, ne jouant tous que du compas direct. Le Tabou combo a même rendu hommages à Nemours dans un de ses hits.

Le compas direct a perdu un peu de sa superbe chez les jeunes avec l'arrivée du zouc de Jacob Desvarieux, des Aiglons à la Martinique. Puis vient le compas love, mais le rythme de Nemours tient bon malgré les péripéties.

Et le voilà qui reprend sa place avec l'arrivée de ZAFEM de Dener et de Reginald Cangé. ZAFEM est réclamé partout où il passe.

**BRAVO !
CHAPEAU MESSIEURS.
HAITI VOUS AIME**

Dr. Debussy DAMIER

NOTE DE PRESSE DE LA FUSION EN DATE DU 2 AOÛT 2023



PARTI FUSION

DES SOCIAUX DÉMOCRATES HAÏTIENS

Port-au-Prince, le 2 août 2023

Dans ce contexte particulier d'une transition politique de crises généralisées, aggravées à la suite de l'assassinat d'un Président, le Parti Fusion des Sociaux-démocrates haïtiens (PFSDH) lance un appel solennel à toute la population haïtienne et particulièrement aux organisations sociopolitiques en vue de continuer le processus de concertation pour l'élargissement et le renforcement du consensus national.

Le parti souhaite la préparation d'un agenda suffisamment étoffé des discussions avec la mission d'évaluation que le KÉNYA envisage d'envoyer en Haïti, sous réserve des dispositions du Conseil de Sécurité des Nations Unies selon la note du Ministère Haïtien des Affaires Étrangères, en réponse au Ministre KÉNYAN, le Dr Alfred MUTUA.

Le Parti applaudit l'annonce de cette éventuelle nouvelle forme de coopération continentale Sud/Sud et encourage le déploiement de la force internationale d'appui à la police nationale pour le retour à un ordre de vie normale dans notre pays.

Tet Ansanm ! Tet anplas ! Nap change sa !

AYITI PAP PERI, NAP CHANJE SA !

Edmonde Supplice Beauzile

Présidente PFSDH

Vice-présidente Internationale Socialiste (IS)

Vice-présidente COPPPAL

Pour Albert Camus :

« *Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde* »

L'origine de la violence émane souvent d'une incapacité à s'exprimer par les mots, d'où l'importance de maîtriser une langue.

« *La parole est le rempart contre la bestialité* » déclarait Jacqueline De Romilly le 25 Janvier 2007 dans « le Point » :

« *Apprendre à penser, à réfléchir, à être précis, à peser les termes de son discours, à échanger les concepts, à écouter l'autre, c'est être capable de dialoguer, c'est le seul moyen d'endiguer la violence effrayante qui monte autour de nous. La parole est le rempart contre la bestialité. Quand on ne sait pas, quand on ne peut pas s'exprimer, quand on ne manie que de vagues approximations, comme beaucoup de jeunes de nos jours, quand la parole n'est pas suffisante pour être entendue, pas assez élaborée parce que la pensée est confuse et embrouillée, il ne reste que les poings, les coups, la violence fruste, stupide, aveugle.* »

« *Nulle pierre ne peut être polie sans friction. Nul homme ne peut parfaire son expérience sans épreuves* »

« *Ce n'est pas grave si vous avancez lentement, aussi longtemps que vous ne vous arrêtez pas.* »

« *Lorsque les mots perdent leur sens, les gens perdent leur liberté.* »

« *Lorsque l'on se cogne la tête contre un pot et que cela sonne creux, ce n'est pas forcément le pot qui est vide.* »

Confucius.

COMITÉ DE REDACTION

Elsie LAURENCE-CHOUNOUNE

Eguy SAINVIL

DANIEL SUPPLICE

Edmonde SUPPLICE BEAUZILE

Moise CELICOURT

Debussy DAMIER

Georges GREFFIN

CHOUBLAK